

# Les investissements générant un rendement social sont dans la tendance actuelle

Les investisseurs privés s'intéressent aux instruments financiers générant un rendement social. Des institutions telles que la Banque interaméricaine de développement contribuent pleinement à l'évolution de ce marché. Le phénomène se retrouve en Suisse. *Christian Hofer*

**Abrégé** Les instruments financiers sont de plus en plus utilisés dans la coopération au développement et dans le domaine social. Leur but consiste à associer bénéfice financier (plus ou moins explicite) et objectif social. Ce segment de marché est encore jeune et demande à se développer. Des institutions comme la Banque interaméricaine de développement (BID) peuvent jouer un rôle important à cet égard. Cette dernière a ainsi émis récemment des obligations dédiées à la formation, à la jeunesse et à l'emploi (« Education, Youth and Employment » EYE), qui ont bénéficié d'un accueil très favorable auprès des investisseurs publics et privés.

Il y a un an, la Banque interaméricaine de développement (BID, voir encadré 1) a émis des emprunts d'une valeur de 500 millions d'USD qui portent sur quatre ans et génèrent 1,5 % d'intérêts semestriels<sup>1</sup>. Ces titres doivent financer le programme « Education, Youth and Employment » (EYE) de la BID. L'innovation consiste à laisser entrevoir aux investisseurs potentiels un rendement social en plus de celui des capitaux engagés. Citons, dans ce cas, l'amélioration de la formation scolaire et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les investisseurs ne reçoivent pas seulement l'intérêt convenu ; ils participent également à la constitution d'un capital humain et à l'essor des pays en développement et émergents.

Les obligations EYE de la BID ont suscité un grand intérêt. Parmi les 24 investisseurs d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie, les banques centrales et autres institutions publiques sont les plus largement représentées (près de 40 % du total). Les banques commerciales comptent pour un quart ; il en va de même pour les caisses de pension, les compagnies d'assurance et les entreprises. Le reste, soit 13 %, se répartit entre les gérants de fortune. En Suisse, ce sont la banque privée genevoise Mirabaud et la compagnie d'assurance Zurich.

Grâce à ses obligations EYE, la BID a élargi sa base d'investisseurs et contribué en même temps au développement du marché des investissements à but social ou liés au développement.

## Les « green bonds » et les « social impact bonds » ont du succès

L'idée de conjuguer retour sur capital et retombées sociales dans un produit financier n'est pas nouvelle. On connaît déjà les obligations vertes qui financent les investissements liés au changement climatique, soit pour en diminuer l'impact soit pour s'y adapter. Les emprunts permettant de financer un parc éolien peuvent aussi être qualifiés d'obligations vertes.

Les « social impact bonds » (SIB), ou obligations à caractère social, sont plutôt connues dans les pays anglo-saxons. Les investisseurs financent grâce à elles des programmes sociaux qui sont mis en œuvre par un organisme privé. Si le succès est au rendez-vous, et seulement dans ce cas, les pouvoirs publics remboursent le capital initial aux investisseurs, y compris les intérêts qui ont été convenus.

Dans le comté d'Essex en Angleterre, une SIB finance une thérapie spécialisée appliquée aux jeunes délinquants, qui permet d'éviter un traitement hospitalier bien plus coûteux. Plusieurs investisseurs soutiennent ce programme mis en place par l'organisation non gouvernementale « Action for Children ». Le rendement annuel attendu est de 10 % environ. L'Essex paiera les investisseurs en 2018 si le programme a obtenu les effets escomptés et s'il a contribué à réaliser des économies. On mesure les progrès au moyen d'indicateurs convenus, tels que les résultats scolaires, le taux de criminalité des jeunes ou le recul des traitements hospitaliers.

En plus de mobiliser du capital-risque, les SIB cherchent à innover face aux défis sociaux. Elles peuvent aussi être utilisées dans la coopération au développement. Ainsi, le Fonds multilatéral d'investissement (MIF), géré par la BID, prépare en ce moment l'introduction de SIB en Amérique latine.

Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) se concerta avec le MIF et d'autres acteurs sur les possibilités de tester une SIB dont le but serait d'encourager le secteur privé dans l'un de ses pays prioritaires. La Direction du développement et de la coopération (DDC) s'intéresse aussi à cette question.

## Les investisseurs suisses misent sur les crédits syndiqués

Conclus entre la banque et un ou plusieurs investisseurs privés, les crédits syndiqués (« syndicated Loans »), auxquels les banques de développement ont souvent recours, sont un autre exemple d'investissements à rendement social. En 2010, la BID a accordé un prêt de plus de 40 millions de dollars à la banque paraguayenne Banco Continental, conjointement avec les sociétés suisses d'investissement dans le développement BlueOrchard Finance et ResponsAbility Social Investments.

Ce prêt faisait partie d'un programme de la BID destiné à consolider les pratiques commerciales durables des intermédiaires financiers. Il a permis à la banque paraguayenne de développer ses opérations de crédit internes avec les PME et ces dernières ont pu élargir leurs activités commerciales grâce aux prêts supplémentaires. En même temps, cette opération a augmenté de manière générale la confiance qu'ont les investisseurs dans le marché financier paraguayen.

## Le potentiel de l'investissement à impact social est reconnu

Bien qu'elle ne soit pas nouvelle, l'idée de lier retour financier et bénéfice so-

<sup>1</sup> L'auteur s'exprime à titre personnel dans cet article.



KEystone

Les institutions privées investissent dans les obligations EYE de la Banque interaméricaine de développement, dont le but est d'accroître le capital humain. Écoliers au Paraguay.

### Encadré 1. La Banque interaméricaine de développement (BID)

Fondée en 1959, la Banque Interaméricaine de développement (BID) n'est pas une banque commerciale traditionnelle : ses actionnaires sont exclusivement des États d'Amérique du Nord et du Sud, des Caraïbes, d'Europe et d'Asie<sup>a</sup>. Elle fait partie du groupe des organisations internationales, tout en fournissant des prestations financières, comme les banques commerciales habituelles.

En sa qualité de banque de développement, la BID ne recherche pas uniquement un gain financier. Le credo d'un tel établissement est de lutter contre la pauvreté et de soutenir le développement durable. Le modèle d'affaires est simple : étant notée AAA, la BID peut lever des capitaux sur le marché financier international contre l'émission d'emprunts à des conditions favorables et les transmettre à ses clients sous la forme de prêts moyennant une légère majoration. Ces derniers sont principalement des gouvernements de pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que des banques et des entreprises actives dans cette région.

Comme toute banque de développement, la BID exige en contrepartie de ses clients qu'ils utilisent les prêts conformément au mandat de développement afin de financer, par exemple, des projets d'infrastructure, des réformes institutionnelles ou des prêts aux PME. Généralement, la banque de développement met aussi un soutien technique à la disposition de ses clients.

a Pour de plus amples informations, consulter le site [www.iadb.org](http://www.iadb.org).

### Encadré 2. Concept d'investissement dans le domaine social

#### L'investissement à impact social

Pour l'OCDE, l'investissement à impact social finance des organisations qui souhaitent répondre aux besoins de la société et qui produisent des rendements sociaux et financiers explicites mesurables. Un rapport de J. P. Morgan et du Global Impact Investment Network de mai 2015 estimait à 60 milliards d'USD la valeur des principaux fonds en ce domaine.

#### La finance durable

Pour l'association Swiss Sustainable Finance, la finance durable comprend tous les services financiers qui intègrent des critères écologiques, sociaux et de gouvernance. À caractère durable, ces services doivent répondre aux intérêts de la clientèle et des investisseurs.

#### L'investissement responsable

La notion d'investissement responsable est définie dans les six « Principes pour l'investissement responsable » de l'ONU. Les décisions prises en la matière doivent obéir à des critères écologiques, sociaux et de gouvernance. Ces principes sont le fait d'un réseau mondial d'investisseurs qui revendiquent publiquement la nécessité de faire des choix responsables. Les signataires gèrent un portefeuille global de 59 billions d'USD.

cial est tout à fait dans la tendance actuelle. En février dernier, l'OCDE a publié un rapport détaillé sur l'investissement à impact social (« social impact investment », SII). C'est ainsi qu'elle nomme les investissements effectués dans l'attente explicite d'un impact financier et social mesurable. Les problèmes sociaux actuels – par exemple dans les soins de santé, la formation, le marché du travail ou la sécurité publique – doivent être résolus par des méthodes relevant de l'économie de marché. Le SII, tel que défini par l'OCDE, accorde une importance particulière à la mesurabilité des répercussions sociales. Il se différencie ainsi d'autres concepts, tels que la finance durable ou les investissements responsables (voir encadré 2).

En juin 2014, la Maison-Blanche a convoqué une table ronde durant laquelle l'administration d'Obama s'est entretenue avec des investisseurs et des représentants de l'industrie sur les possibilités de consolider l'« impact investment ». Le G8 avait déjà organisé à Londres en 2013 un forum sur l'investissement à impact social, présidé par le premier ministre britannique David Cameron. Il avait constitué un groupe de travail sur ce thème.

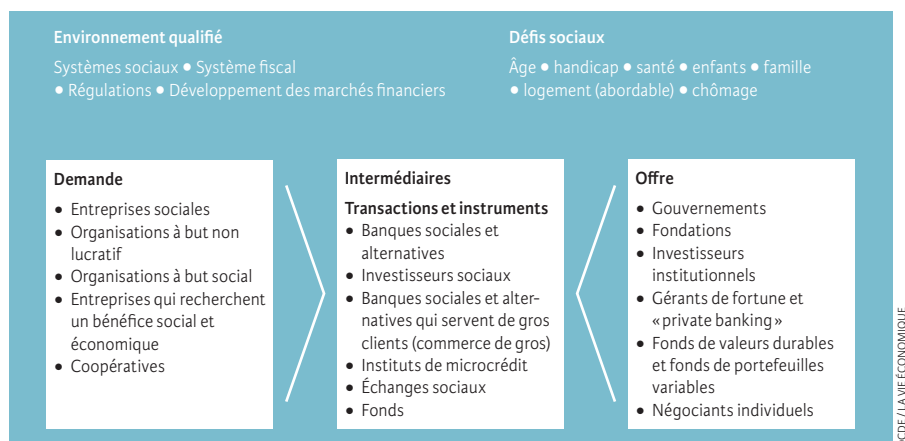
Le secteur financier suisse a réagi durant l'été 2014 en créant la plateforme « Swiss Sustainable Finance ». Ce forum regroupe actuellement plus de quatre-vingts représentants de la finance, de la science et du secteur public. Il veut faire en sorte que la finance durable et l'« impact investment » deviennent des compétences de base de la place financière suisse.

### Les investissements à rendement social sont adaptés à l'agenda de l'ONU

L'intérêt porté aux instruments qui associent rendements social et financier n'est pas étonnant, étant donné que de tels investissements sont, en réalité, indispensables : les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui arrivent à échéance cette année, seront remplacés prochainement par les Objectifs de développement durable (ODD). Il s'agit d'un programme ambitieux qui a des implications économiques, sociales et écologiques.

Contrairement aux OMD qui se concentrent uniquement sur la réduction de la pauvreté, les ODD ne s'adressent pas seulement aux pays en développement, mais aussi aux pays émergents et industrialisés. Les ressources financières néces-

## Schéma des investissements offrant un rendement social



saires sont, dès lors, énormes : on ne parle plus en milliards comme pour les OMD, mais en billions. De tels chiffres dépassent ce dont les pouvoirs publics disposent et obligent à faire appel aux fonds privés.

### La banque de développement : mobilisatrice et innovatrice

Le rôle des banques de développement, telles que la BID ou la Banque mondiale, change aussi. À l'avenir, ces institutions ne devraient pas financer le développement seulement avec leurs propres ressources. Elles devront davantage faire appel aux fonds privés pour atteindre leurs objectifs. Lors de la session annuelle de la BID, qui s'est déroulée en mars dernier dans la ville sud-coréenne de Busan, les gouverneurs ont tenu compte de cette tendance. Ils ont décidé de lier les affaires de la BID avec des

clients du secteur privé dans sa filiale, la Société interaméricaine d'investissement (SII), et de les consolider.

Le volume annuel des opérations de la SII se multipliera rapidement pour passer de 0,4 milliard d'USD aujourd'hui à 3 milliards par la suite. Avec leur réforme, les gouverneurs poursuivent l'objectif, outre celui de gains en efficacité et en synergie, de renforcer la mobilisation des fonds de tiers pour financer le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il ne s'agit pas seulement d'orienter ces fonds supplémentaires vers le développement. En s'accordant avec des investisseurs privés, les banques de développement peuvent aussi contribuer à développer le marché des produits financiers dont les perspectives seraient à la fois financières et sociales.

En réalité, ce marché se trouve à un stade précoce de son développement et

il n'y a guère de chiffres significatifs à son sujet. L'offre et la demande sont fragmentées. La structure des investissements est également complexe. Les coûts des transactions sont élevés. Il n'existe même pas une définition uniformisée et communément admise de termes importants tels que « finance durable », « développement finance » ou « impact investment ».

Bien entendu, la demande est également décisive pour le développement futur du marché. De ce point de vue, l'échec n'est toutefois pas à craindre. En tout cas, l'OCDE constate un intérêt croissant de la part des investisseurs privés et institutionnels envers des possibilités d'investissement qui permettent d'aborder les défis sociaux et de les mesurer. Pour que le marché fonctionne réellement, les investisseurs doivent être prêts à accepter que les capitaux engagés aboutissent à un rendement moindre ou s'accompagnent d'un risque supérieur, en contrepartie de la perspective d'un rendement social.



**Christian Hofer**

Délégué suisse à la Banque interaméricaine de développement (BID), à la Société interaméricaine d'investissement (SII) et au Fonds multilatéral d'investissement (MIF) à Washington